

LA PRESSE EN REVUE...



MERCREDI 27 MAI 2015

SOMMAIRE

- 1) Nouvelle donne !!
- 2) Elle ne perce pas...
- 3) Il reporte de six mois
- 4) La crainte à l'horizon
- 5) Encore une polémique
- 6) Serait-il nul ?
- 7) Montebourg grimpe !
- 8) Les mesures qui fâchent...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) François Fillon en période décès



L'ancien Premier ministre François Fillon, le 11 avril 2015 lors d'un meeting à Rosny-sous-Bois (Photo STEPHANE DE SAKUTIN. AFP)

Un temps grand espoir de la droite, l'ancien Premier ministre n'en finit pas d'accumuler les déboires et de décrocher dans les sondages. Et pourtant le député de Paris croit toujours en son étoile.

François Fillon serait mort. A l'UMP, ceux qui posent ce diagnostic définitif ne cachent pas leur satisfaction. C'est le cas des sarkozystes, bien sûr, mais aussi des quadras ambitieux, pas fâchés de voir un indéboulonnable baron de la droite sortir enfin du paysage. Dans les sondages, il n'existe plus. Selon le dernier en date (Odoxa pour le Parisien), pas plus de 5% des sympathisants de droite auraient l'intention de voter pour lui à la primaire qui départagera les candidats de droite à l'élection présidentielle en novembre 2016. Le voilà relégué à des années-lumière du duo Juppé-Sarkozy et très loin derrière le vrai troisième homme, Bruno Le Maire. Les fillonistes veulent croire que cette dégringolade inouïe n'est qu'un accident de parcours, un tragique malentendu qui

Tout au long du quinquennat précédent, l'ancien Premier ministre a caracolé au sommet des enquêtes d'opinion. Il était le préféré des électeurs de droite, y compris comme candidat à la présidentielle de 2012. Sobre, discret, sérieux, solitaire, il était l'exact contraire du président bling-bling, réformateur timoré et fort en gueule dont les électeurs ne voulaient plus. Après la défaite de Nicolas Sarkozy, il était évidemment le meilleur pour prendre la relève. Mais Jean-François Copé a fait ce qu'il fallait pour l'en empêcher, avec le soutien discret, mais décisif, de l'ancien chef de l'Etat. Pour Fillon, ce sera le début d'un long cauchemar qui pourrait connaître son apothéose cette semaine avec le procès en diffamation qu'il tente au secrétaire général de l'Elysée, Jean-Pierre Jouyet. Après avoir été accusé d'avoir précipité l'UMP dans une guerre fratricide en 2012, voilà qu'il doit se défendre d'avoir tenté d'instrumentaliser la justice contre Sarkozy en 2014.

Ruminant. Jeudi, il expliquera devant le tribunal correctionnel qu'il n'a rien demandé de tel à Jouyet (qui fut, avant de devenir secrétaire général à l'Elysée, son ministre des Affaires européennes) lors de leur déjeuner commun du 24 juin. C'est que sur la foi d'un imprudent bavardage de Jean-Pierre Jouyet avec des journalistes du Monde, on l'accuse, enregistrement à l'appui, d'avoir encouragé, en juin, le pouvoir à «couper les pattes» de Sarkozy, alors qu'il était sur le point de revenir. Même si rien ne prouve qu'une telle demande ait été

formulée, il est probable que ces débats ne feront que renforcer dans leur certitude tous les sympathisants qui croient que Fillon a trahi. Sarkozy a déjà prononcé la peine : «Je le veux à terre et sans oxygène.»

Dans ce contexte délicat, «le traître» n'est pas à l'abri de réactions hostiles des militants quand il apparaîtra le 30 mai, deux jours après ce procès très médiatisé, à la tribune du congrès fondateur des Républicains sarkozystes. Accablés et impuissants, les fillonistes ont prévu de laisser passer l'orage, ruminant en silence leur amertume face à tant d'injustice. Car la vraie trahison, pour eux, c'est bien celle de Sarkozy, qui aura tout fait, depuis 2012, pour plomber son ancien Premier ministre.

Malgré tous ces déboires, les fidèles de Fillon ne renoncent pas à y croire. Autour de lui, les parlementaires sont toujours nombreux aux réunions qu'il convoque régulièrement avec son parti, Force républicaine. Même ceux qui ont rallié Sarkozy à la direction de l'UMP, comme Eric Ciotti ou Eric Woerth, ne veulent pas enterrer Fillon. Ils considèrent que tout reste possible. Qui sait où en sera la droite dans un an, quand les candidats aborderont la primaire de novembre 2016 ? Ils savent, d'expérience, qu'un retournement brutal de situation est toujours possible. Il suffirait que l'un des favoris décroche - Sarkozy empêché par les affaires ou Juppé excédé par le jeu politicien - pour que le député de Paris retrouve son rang de valeur sûre de la droite. «D'ici à la fin de l'année 2016, il y a beaucoup de virages. Qui peut dire qui va entrer dans le décor ?» interroge un fidèle de l'ex-Premier ministre.

Imperturbable, Fillon se prépare. Il veut être le candidat de la droite à la prochaine présidentielle. Il n'en démord pas. Europe, éducation, compétitivité, immigration, apprentissage : tous les deux mois, il convoque la presse pour présenter ses propositions, élaborées par des groupes de travail auxquels sont associés des cadres du privé, des hauts fonctionnaires et plusieurs de ses anciens collaborateurs à Matignon. Avec Force républicaine, structure politiquement et financièrement indépendante de l'UMP, il a l'ambition de construire un «projet global» pour relancer l'économie française. De nombreux chefs d'entreprise sont disposés à soutenir sa «vraie rupture» ultra-libérale. Pour que personne ne doute qu'il reste dans la course, il vient d'ailleurs de lancer Fillon 2017, l'association de financement de sa campagne pour

la primaire.

Cette primaire, il peut en revendiquer la paternité. Il l'a imposée début 2013 aux copéistes et aux sarkozystes dans le Yalta qu'il a négocié pied à pied. C'est pourquoi il ne s'imagine pas en simple spectateur. Il se prépare en se concentrant exclusivement sur «le fond», laissant aux autres ce qui relève de la communication politique ou de la tactique politicienne, matières qu'il a en horreur et dans lesquelles il peut se montrer particulièrement maladroit.

Il n'a toujours pas surmonté les dégâts causés, en septembre 2013, par sa réponse intempestive à la question de savoir si le candidat «le moins sectaire», en cas de duels FN-PS, pouvait être celui du FN. Il a répondu oui pour ne pas être accusé d'appeler à voter PS. Il a vite compris qu'il avait perdu une bonne occasion de se taire. Mais n'a pas jugé utile de corriger le tir, comme le lui demandaient beaucoup de ses amis. Car en plus d'être solitaire, Fillon est orgueilleux. «Il se croyait insoupçonné de la moindre complaisance à l'égard de l'extrême droite. C'était une erreur», reconnaît l'un de ses proches. En septembre 2013, cet épisode troublant a accéléré son décrochage dans les sondages.

«Triche». Mais c'est bien sa lutte contre Copé, à l'automne 2012, qui a brisé son idylle avec l'électorat de droite, révélant ses faiblesses dans le combat politique. Face à un adversaire prêt à tout pour garder le pouvoir, Fillon n'a pas trouvé la parade. «Il a fait une mauvaise campagne. Il s'est obstiné à faire des discours de Premier ministre. Il dissertait sur le taux de change de l'euro, tandis que Copé chauffait les salles avec ses histoires de pains au chocolat arrachés par des voyous islamistes», se souvient un proche.

Après qu'on lui a «volé» sa victoire, la question de quitter l'UMP s'est posée. François Baroin l'y poussait. Fillon n'a pas voulu, pour ne pas apparaître comme le diviseur et pour ne pas finir, comme Jean-Pierre Chevènement après son départ du PS, dans un rôle d'autorité morale politiquement inefficace.

«Nous étions le camp de la morale contre celui de la triche. Nous avons le sentiment que notre combat pour l'honneur finirait par être récompensé», confie un proche. En fait de récompense, il n'a rien obtenu d'autre qu'une descente aux enfers dont il pourrait toucher le fond jeudi devant le tribunal correctionnel avec cette affaire Jouyet.

Pour Fillon, le retour de Sarkozy est un cruel dénouement. A l'automne 2012, l'ex-président avait donné ordre aux sarkozystes de faire campagne pour Copé afin de priver son ancien «collaborateur» de la large victoire qui lui était promise à l'élection pour la présidence de l'UMP. L'objectif était clair : personne ne pouvait prétendre succéder à Sarkozy. Ce dernier devait rester, à l'abri de sa fausse retraite, le leader naturel de la droite et l'homme providentiel en réserve de la République. Fillon a pris acte de ce double jeu. Comble du cynisme : voilà que pour justifier son retour - rendu nécessaire par l'élimination de Copé et le retentissement de l'affaire Bygmalion -, l'ancien chef de l'Etat explique que le devoir l'appelait, qu'il ne pouvait rester spectateur de la décomposition de sa «famille», ravagée par les querelles d'ego. Renvoyant dos à dos Copé et Fillon, deux visages d'une même «haine», il revenait pour rassembler. C'est le pompier pyromane qui fait la leçon à ses victimes...

Le pire, c'est que la légende du pacificateur venu réconcilier la famille s'est solidement installée. Elle est reprise par tous. Même par les ex-fillonistes comme Laurent Wauquiez, Eric Ciotti ou Valérie Pécresse, qui savent pourtant tous à quoi s'en tenir. Inaudible dans cette célébration hypocrite de l'unité retrouvée autour du chef des Républicains, l'ancien Premier ministre s'astreint, pour le moment, à ne parler que de son programme de «redressement national». Il en sera question dans un livre à paraître cet automne. Présenté comme «très personnel», ce texte devrait aussi aborder sa relation avec Nicolas Sarkozy. Des «surprises» sont annoncées.

Par Alain Auffray



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Pourquoi la gauche radicale ne perce pas en France



Par Morgane Bertrand

En Grèce puis en Espagne, la gauche radicale a réalisé des percées électorales historiques. Pourquoi ce succès ne se retrouve-t-il pas en France ? Explications avec Fabien Escalona, enseignant à Sciences-Po Grenoble.



Jean-Luc Mélenchon lors d'une manifestation contre l'austérité le 9 avril 2015 à Paris. (CITIZENSIDE/AURÉLIEN MORISSARD)

Après la victoire de Syriza en Grèce en janvier dernier, la question avait surgi : pourquoi en France, la gauche radicale, incarnée par le Parti de Gauche, le Parti communiste et une part des écologistes, ne parvient-elle pas à s'imposer dans le paysage politique ?

Rebelote dimanche 25 mai : en Espagne cette fois, le parti Podemos a effectué une percée historique aux élections municipales et régionales. En France, aux élections départementales de mars, Parti de Gauche et PC ont obtenu ensemble au second tour... 1,99% des voix.

Le politologue Fabien Escalona, enseignant à Sciences-Po Grenoble et spécialiste de la gauche radicale en Europe (1), explique cet échec français par une "combinaison d'obstacles", certains externes à la gauche radicale française, d'autres lui incombant. Explications.

Les institutions

"Un premier obstacle empêche la gauche radicale de s'installer dans notre paysage : nos institutions. En France, la structure de la compétition politique est plutôt fermée.

Le scrutin uninominal à deux tours, qui prévaut pour les législatives, renforce les partis déjà en place. Au Royaume-Uni, c'est encore pire : à cause du scrutin uninominal majoritaire à un tour, la gauche radicale est totalement inexistante. Le système est une véritable guillotine pour les petits partis.

Notre mode de scrutin s'est légèrement ouvert avec la proportionnelle aux élections régionales et aux européennes. Mais cette relative "proportionnalisation" du système institutionnel concerne des scrutins qui ont peu d'influence sur le pouvoir principal. A ce jour, même si la gauche radicale faisait de bons scores, il lui serait impossible de convertir ce résultat en sièges conquis. C'est d'ailleurs ce qui est arrivé au Front national aux départementales : il n'a pu transformer en sièges son poids en pourcentage."

La conjoncture économique et sociale

"Deuxième obstacle à la percée de la gauche radicale : la France n'a pas connu les mêmes cures d'austérité que la Grèce et l'Espagne. Notre taux de chômage est moins élevé [10,3% en France en décembre 2014, 26% en Grèce, 23,7% en Espagne, NDLR]. Idem pour le taux de pauvreté. Nous n'avons pas connu les expulsions massives, au cours desquelles Ada Colau, partie pour devenir maire de Barcelone, s'est fait un nom.

La cure d'austérité a été moins dure parce que le modèle français est un peu plus résilient, qu'il présente moins de faiblesses, que nous avons une plus grosse économie, avec des stabilisateurs plus forts. Nous avons certes répondu à la crise par la rigueur budgétaire et salariale, mais de façon modérée par rapport à ce qui s'est fait en Grèce et en Espagne. En Grèce, certains agents de la fonction publique ont vu leurs salaires amputé du tiers. En France, les salaires stagnent. »

Les divisions internes à la gauche radicale française

"Dernier obstacle : la gauche radicale française est très divisée, et ne parvient pas à articuler un discours convaincant, en lien avec des situations concrètes. En Espagne, il y a eu la "marée orange", les mobilisations sur le logement... Autant de mouvements issus de la société civile et qui l'ont secouée. Idem en Grèce avec les "indignés". Après ces événements, le sentiment s'est fait jour qu'il fallait leur donner une suite

politique. Or rien de tout cela en France. Ce carburant manque à la gauche radicale. Jean-Luc Mélenchon a bien tenté de faire monter une mobilisation en parallèle du parti, avec son mouvement pour la VI^e République, mais c'est artificiel. L'initiative vient de lui. Elle ne touche pas la société.

De plus, les ressources de la gauche radicale pour développer une offre attractive pour le citoyen sont très dispersées. Le Parti communiste a encore des élus et une base militante mais les communistes sont très peu inventifs sur les programmes. Inversement, Mélenchon est en pointe sur l'innovation, il cherche des exemples à l'étranger, il tente de remplacer la sociale démocratie avec l'écosocialisme... Mais il a peu de ressources pour les faire valoir.

Sans compter qu'il fait volontiers figure de leader agressif, dont les rapports sont dégradés avec les dirigeants des partis communistes et écologistes. Voyez encore récemment, la réponse de Cécile Duflot à Mélenchon sur l'Allemagne... En somme, chaque organe de la gauche radicale a des handicaps et des divisions non surmontés. Résultat : un discours qui n'est pas clair et lisible. »

Le FN occupe-t-il la place ?

"Il est tentant de penser que la gauche radicale est faible parce que le FN occupe le terrain de la contestation, mais ce n'est pas exact. La puissance du FN ne peut expliquer l'échec de la gauche radicale, car les marges de progression de celle-ci sont encore dans l'électorat de gauche.

De la même façon en Espagne et en Grèce, l'essentiel de la progression de la gauche radicale se fait sur la gauche : ce sont les électeurs du Pasok (socialistes) qui ont voté Syriza ; et les électeurs du Parti populaire espagnol (conservateur) se sont tournés vers Ciudadanos (centre) et non vers Podemos. La dévitalisation du Parti socialiste, qui entraîne ce transfert de voix vers la gauche radicale, n'a pas eu lieu en France.

De même, les transferts de la gauche au FN, même s'ils existent, sont assez minimes : le FN progresse d'abord à droite, chez les primo-votants et les non-politisés. Un électorat que la gauche radicale, effectivement, n'a pas su capter. Et tant qu'elle ne sera pas capable de séduire les électeurs socialistes en masse, elle aura du mal à rivaliser avec le FN sur cette autre partie de l'électorat.

Dans cette bataille avec le FN, ce dernier part avec un avantage. Il n'a jamais participé au pouvoir national qu'il dénonce. Il incarne un courant défait historiquement depuis 1945, le grand perdant, alors que la gauche radicale a été associée au pouvoir à travers la conquête des droits sociaux, des droits des femmes et des minorités... Elle ne peut dire aux électeurs qui éprouvent un rejet viscéral pour la politique qu'elle a toujours été exclue du système.

Propos recueillis par Morgane Bertrand

(1) Auteur avec Mathieu Vieira de la note "La gauche radicale en Europe, ou l'émergence d'une famille de partis" pour la Fondation Jean-Jaurès (novembre 2013) ; et codirecteur de "European Social Democracy During the Global Economic Crisis: Renovation or Resignation ?", Manchester, Manchester University Press (octobre 2014).

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Manuel Valls reporte de six mois la pleine application du compte pénibilité



Manuel Valls reporte de six mois la pleine application du compte pénibilité.
AFP PHOTO/MARTIN BUREAU

Le gouvernement a reçu ce mardi les conclusions du rapport parlementaire visant à simplifier le compte pénibilité. Dans la foulée, le Premier ministre a décidé de reporter au 1er juillet 2016 la pleine application du dispositif.

C'est le jour J pour l'allègement du compte pénibilité. Le dispositif, vivement **contesté par les**

patrons, va faire l'objet d'une retouche pour mettre un terme à la polémique. Ce mardi, Manuel Valls a d'ores et déjà annoncé que sa pleine application, initialement prévue pour le 1er janvier 2016, sera finalement reportée de six mois, au 1er juillet 2016. Ce report "ne pénalise pas les salariés concernés en 2016" qui bénéficieront in fine de "points équivalents à une année entière", a-t-il ajouté, pour rassurer les salariés déjà concernés par le lancement des quatre premiers facteurs. Ce compte permet aux salariés exposés à des travaux pénibles d'acquérir des points pour se former, travailler à temps partiel ou partir plus tôt à la retraite.

Il a aussi annoncé dans un communiqué que l'employeur n'aurait "plus de mesures individuelles à accomplir" lorsqu'il pourra disposer d'un "référentiel" de branche. Une rupture avec le fonctionnement initialement pensé par l'exécutif, qui imposait la rédaction systématique d'une fiche individuelle pour chaque salarié, personnalisée en fonction de son exposition aux facteurs de pénibilité.

Des amendements déposés ce mardi

Autrement dit, le Premier ministre suit directement les conclusions du rapport remis ce mardi au gouvernement. Celui-ci a été conduit par le député PS Christophe Sirugue, accompagné du chef d'entreprise Gérard Huot et du conseiller à la Cour des Comptes Michel de Virvilles. Le gouvernement devrait intégrer les allègements retenus en amendant le projet de loi sur le dialogue social porté par le ministre du Travail, François Rebsamen. Douze propositions ont ainsi été formulées par le trio, qui semblait cependant refuser un report de calendrier dans la mise en place des six facteurs de pénibilité restant à

Pour évaluer l'exposition de ses salariés, l'employeur "pourra donc se contenter d'appliquer le référentiel de sa branche qui identifiera quels postes, quels métiers ou quelles situations de travail sont exposés aux facteurs de pénibilité. Ils n'aura plus, pour ces facteurs, de mesures individuelles à accomplir", explique Manuel Valls. "Avec ces mesures fortes et immédiates, le gouvernement répond aux principales inquiétudes des entreprises par une profonde simplification et sécurisation du dispositif, sans remettre en cause les nouveaux droits créés pour les salariés concernés par des situations de travail pénibles", estime le Premier ministre.

Pour mener à bien cette réforme, le gouvernement déposera "aujourd'hui même" plusieurs amendements au projet de loi sur le dialogue social, dont l'examen débute mardi, a précisé Manuel Valls.



IV) Podemos. Au PS, l'irruption citoyenne suscite la crainte

Frédéric Durand



Jean-Marc Germain veut "faire Syriza et Podemos au sein du PS" » Photo : Bertrand Langlois/AFP

Le succès inattendu du parti de gauche Podemos lors des élections municipales et régionales en Espagne inspire des commentaires pour le moins contradictoires chez les responsables du Parti socialiste.

Pour Jean-Marc Germain, député frondeur, rallié à la motion de la direction pour le congrès, et interrogé lundi sur LCI: « On veut faire Syriza, on veut faire Podemos, en tout cas moi, à l'intérieur du Parti socialiste ».

Un avis qui semble loin d'être partagé du côté du siège, rue de Solferino, où le premier secrétaire, Jean-Christophe Camabadélis s'est livré à une analyse sensiblement différente: « Nous avons perdu 40 000 militants en trois ans. Notre défi est maintenant de se réapproprier le terrain. Partout. A tous les échelons, pour ne pas être à la merci en France d'un mouvement comme Podemos ». Le même confiait, pourtant hier, sur le site lepoint.fr,

qu'il s'agissait « d'élargir notre base militante, moderniser nos pratiques et bâtir une stratégie de dépassement du Parti socialiste pour aller vers un nouvel Épinay ». Autrement dit, une participation citoyenne qui ne pourrait se légitimer qu'avec une adhésion... au parti socialiste...

l'Humanité.fr

V) Même la panthéonisation de quatre résistants crée la polémique

Par LEXPRESS.fr



Affiche de l'exposition au Panthéon. L. QUIVOGNE

A priori consensuel, le choix de François Hollande de rendre hommage à quatre figures héroïques de la Résistance ne va pas sans polémique, notamment au sujet de Jean Zay.

Mercredi, François Hollande fera entrer au Panthéon quatre grandes figures de la Résistance: Jean Zay, Pierre Brossolette, Geneviève de Gaulle-Anthonioz et Germaine Tillion. Des sommités, censées permettre à la Nation de communier dans le consensus républicain.

Mais aussi héroïques soient-elles, ces personnalités n'ont pas permis à l'Élysée d'éviter totalement les polémiques. Dès mars 2014, un Comité national d'Entente, qui regroupe une quarantaine d'associations d'anciens militaires, condamne le choix de Jean Zay. Peu importe que ce ministre radical du Front populaire ait démissionné pour rejoindre l'armée française pour se battre contre les nazis. Peu importe qu'il ait fait

partie des parlementaires qui ont refusé de se soumettre aux Allemands et ont embarqué pour le Maroc. Peu importe qu'il ait été ensuite emprisonné par le régime de Vichy et assassiné par la Milice. Il a commis, selon ces mécontents, une "faute inexcusable", "celle de l'atteinte au symbole par excellence de notre patrie, de notre pays, de notre nation, le Drapeau". En cause: un poème antimilitariste de Jean Zay, écrit en 1924 dans la foulée de la Première Guerre mondiale.

Pour Poisson, "un contre-signal d'unité nationale"

Dans ce texte, le jeune homme s'adresse au drapeau français: "Terrible morceau de drap coulé à ta hampe, je te hais féroce, Oui, je te hais dans l'âme, je te hais pour toutes les misères que tu représentes, Pour le sang frais, le sang humain aux odeurs âpres qui gicle sous tes plis Je te hais au nom des squelettes (...) Et n'oublie pas, malgré tes généraux, ton fer doré et tes victoires, Que tu es pour moi de la race vile des torche-culs". Un poème pacifiste que le régime de Vichy utilisera déjà contre lui pour prouver son soi-disant antipatriotisme.

Le 20 mai dernier, c'est le député du parti chrétien-démocrate Jean-Frédéric Poisson qui y va de son opposition sur son blog. "À l'heure où notre peuple a besoin de retrouver sa cohésion, le sens de ce qui unit les Français, l'intégration de Jean Zay au Panthéon est un contre-signal d'unité nationale." Et le parlementaire des Yvelines de demander au gouvernement "de renoncer purement et simplement à la mise à l'honneur de Jean Zay à cette occasion".

Le PCF surpris qu'il n'y ait pas de communistes

L'année dernière, c'est le député d'extrême droite Jacques Bompard qui s'était offusqué du choix de Jean Zay pour des raisons similaires. Dans une question adressée au ministre des Anciens combattants, il lui demandait de "marquer son attachement au drapeau français en annulant l'entrée au Panthéon" du résistant.

Dans un tout autre registre, le Parti communiste exprime lui également son "incompréhension" face au choix de François Hollande. Tout en prenant soin de saluer "les quatre grandes personnalités qui vont faire leur entrée au Panthéon", le PCF s'étonne que soient honorées

"toutes les sensibilités politique de la résistance à l'exception de la sensibilité communiste". "La Résistance était une et indivisible, l'hommage qu'on lui rend se devait d'être aussi unitaire", s'offusquent les communistes qui rendront hommage à 19h30 au siège du PCF à Marie-Claude Vaillant-Couturier, une résistante de leur bord politique. Jean-Marc Todeschini, le secrétaire d'État chargé des anciens combattants et de la Mémoire, y assistera.



VI) François Rebsamen est-il nul au ministère du Travail?



Léa Lejeune
Journaliste

Gaffes à répétition et dossiers mal maîtrisés, sur fond de chômage au plus haut: le ministre du Travail, qui défend aujourd'hui à l'Assemblée son texte sur le dialogue social, peine à convaincre...



Le ministre du Travail François Rebsamen, le 8 avril 2015. (PHILIPPE)

C'est le baptême du feu pour le ministre du Travail. L'examen du projet de loi sur le dialogue social, porté par François Rebsamen, a démarré mardi 26 mai à l'Assemblée nationale. Pour ce projet, qui prévoit la fusion des instances représentatives du personnel et la prime d'activité, il va devoir faire ses preuves: selon le baromètre Odoxa-Aviva pour Challenges réalisé fin mars, le mal-aimé du gouvernement ne

recueille que 28% d'opinions favorables auprès des Français.

Une cote bien faible que le ministre semble devoir aux gaffes et couacs de communication qu'il enchaîne. Si ses idées tendance "gauche moderne" tiennent debout, il n'a pas le sens de la manœuvre et du timing. En septembre 2014, il prône ainsi "le contrôle des chômeurs pour vérifier qu'ils cherchent bien un emploi". "Sa déclaration a rendu difficile l'acceptation de l'expérimentation de terrain que nous menions depuis des mois", concède le directeur de Pôle emploi, Jean Bassères, même si c'est aujourd'hui chose faite. Pour expliquer ce dérapage, sa responsable communication Marie d'Ouince avance que "le ministre n'est pas langue de bois. Il a une grande sincérité ».

Erreur de débutant

En mars 2015 rebelote, François Rebsamen affirme devant la commission spéciale du Sénat sur la loi Macron que "le contrat de travail n'impose pas toujours un rapport de subordination entre employeur et salarié". Erreur de débutant de la part d'un juriste de formation. "Ça donne l'impression d'une incompétence, parfois d'une désinvolture ou d'une légèreté qui ne sied pas à l'importance de la fonction", regrette la députée socialiste Barbara Romagnan. En avril rebelote: François Rebsamen manque de plomber le compte pénibilité en pariant "sur la suppression prochaine des fiches techniques dans les TPE" devant une assemblée d'artisans du bâtiment. Dernière boulette en date, dans une interview au Monde datée de ce jour, il se dit "pas opposé au recours du 49-3" pour l'adoption de sa loi... oubliant que l'article joker ne peut être utilisé qu'une fois par session parlementaire.

Procès en incompétence

Beaucoup n'hésitent pas à lui faire ce procès en incompétence. "Ses réponses aux questions d'actualité montrent que, même avec des fiches, il n'est visiblement pas à l'aise sur son sujet", balance le député UMP Jean-Frédéric Poisson. Un membre du Medef évoque aussi sa "méconnaissance des dossiers". C'est sûrement pour cela qu'il préfère la compagnie des journalistes politiques à celle des journalistes économiques, les questions stratégiques aux questions techniques. Même un responsable syndical peu flingueur lâche qu'"on a connu de meilleurs ministres du Travail, de droite comme

de gauche", citant Xavier Bertrand et Martine Aubry.

Homme sympathique, l'ancien maire de Dijon n'était a priori pas taillé pour ce poste. Monsieur sécurité de Hollande pendant la campagne, il voulait la place Beauvau. Un poste qui lui a échappé à cause de la gaffe originelle: il a défendu un assouplissement de la législation sur le cannabis alors que le futur président y était opposé. Le ministère du Travail est donc un second choix. "Aujourd'hui encore, il subit ce poste au lieu de s'en saisir. On a toujours l'impression qu'il est ailleurs, de passage", lâche un fin connaisseur du social.

A sa décharge, la place est bonne à prendre des coups. Alors que Hollande a promis d'inverser la courbe du chômage, les rares baisses ne durent jamais plus d'un mois. Rebsamen tente de limiter la casse: il a créé 150.000 emplois d'avenir pour enrayer le chômage des jeunes à court terme et présenté un plan d'accompagnement des chômeurs longue durée basé sur l'accompagnement global (logement, formation, garde d'enfants). Des pistes intéressantes plombées par un budget ric-rac.

Léa Lejeune pour ChallengeSoir



VII) Pour son ascension de la Pentecôte, Arnaud fait du Montebourg

Lilian ALEMAGNA



Officiellement en retrait de la vie politique, l'ancien ministre a honoré son traditionnel rendez-vous sur le mont Beuvray.

L'an dernier, il était encore ministre. Au sommet du mont Beuvray, sur cette frontière entre la Nièvre et la Saône-et-Loire où il réunit ses soutiens militants depuis 2004, Arnaud Montebourg s'était amusé à jouer Vercingétorix. En son temps, le chef gaulois avait, ici, unifié les tribus gauloises. Lui, encore à Bercy, apportait un soutien implicite à son camarade Christian Paul, un des chefs de file de la «fronde» parlementaire, et appelait à unifier les «tribus socialistes».

Cette année, il n'a pas fait la montée avec les autres responsables socialistes et les militants. Ou plutôt: «On est passé par un autre chemin pour vous éviter!» lance-t-il, tout sourire aux caméras qui se jettent sur lui à l'arrivée au sommet. Le soi-disant retraité de la vie politique et néoentrepreneur est habillé comme un dimanche: barbe de trois jours, sweat à capuche, jean, sac à dos «pour le pique-nique» et baskets qui ont dû servir pour faire le jardin. Il ne veut pas répondre aux questions qu'on lui pose et se jette instantanément sur le ou la camarade qu'il croise. «Salut Martine! Je te connais toi!». Ou encore: «Ça va?» Même en retrait depuis son départ du gouvernement en août 2014, Arnaud fait toujours du Montebourg.

Ce lundi de Pentecôte, il laisse la vedette à Christian Paul. Son camarade du Nouveau parti socialiste époque 2004 et de la Convention pour la VIe République est le premier de ces socialistes bourguignons: jeudi, il affronte le premier secrétaire sortant, Jean-Christophe Cambadélis, lors d'un second vote militant désignant le patron du PS pour la fin du quinquennat. Au premier, sa motion a fait 29%. Celle de Cambadélis 60%.

«Trajectoire professionnelle courageuse»

Phénomène médiatique oblige, les caméras suivent plus Montebourg que Paul. Lequel, dans son discours, fait part de son «admiration» pour la «trajectoire professionnelle courageuse». Il enquille sur ses trois camarades virés du gouvernement après la Fête de la rose de Frangy-en-Bresse d'août dernier - autre rassemblement traditionnel de la famille Montebourg: «Arnaud (Montebourg), Aurélie (Filippetti) et Benoît (Hamon), auront marqué ce quinquennat. Ils

seront de ces ministres issus de nos rangs dont nous serons fiers longtemps.» Paul n'a pas peur de les comparer à des ministres du «Front populaire»...

Derrière Paul, le dernier carré des fidèles montebourgeois est toujours là. Peut-être pas pour très longtemps. Si plusieurs militants disent vouloir encore croire à une «réorientation» de la politique du gouvernement, certains proches de Montebourg restent vagues sur leur futur au PS. Resteront-ils après le congrès de Poitiers (5 au 7 juin)? «On verra, dit l'un d'eux. Si on peut peser de l'intérieur, oui. Mais si on reste dans un rôle de faire-valoir... On sent qu'il se passe des choses ailleurs. Regardez Podemos en Espagne.» Sauf qu'en France, le reste de la gauche est plus en phase de décomposition que de recomposition. «En ce moment Arnaud regarde ce qui se passe mais il est dans autre chose, poursuit ce même soutien. Chacun vit sa vie, mais le jour où il aura besoin, il saura qui appeler.» Parti Montebourg? Pas très loin...

Lilian ALEMAGNA



VIII) Dialogue social : les cinq mesures qui fâchent

Par L'Obs

Le ministre du Travail a défendu ce mardi le projet de loi sur le dialogue social. Egalité professionnelle effacée, commissions paritaires critiquées... les différentes mesures sont loin de faire l'unanimité.



Image extraite de la série "The Office". (NBC Universal)

Le projet de loi relatif au dialogue social divise patronat et syndicats, droite et gauche. Examiné ce mardi à l'Assemblée nationale, le texte vise à simplifier les discussions entre employeurs et employés.

Assouplir l'organisation des grandes entreprises, représenter les salariés dans les plus petites : l'exécutif a voulu équilibrer les mesures et satisfaire chaque "camp". Pourtant, le projet de loi ne fait pas l'unanimité.

Retour sur les cinq principaux points de crispation.

1 Les "commissions paritaires régionales" : une usine à gaz pour les patrons de petites entreprises

Ce que prévoit le texte : les salariés des Très petites entreprises (TPE) seront représentés. Une première pour ces sociétés de moins de 11 employés. Des "commissions paritaires régionales" interprofessionnelles - dix membres syndicaux et dix patronaux - auront accès aux locaux des entreprises. Leur mission : conseiller, informer, et concilier.

Pourquoi ça fâche : les patrons des TPE ne sont pas convaincus par ces structures externes. Ils sont 65% à les juger inutiles, d'après une enquête Ifop révélée par "L'Express".

"Dans les TPE, le patron vit en symbiose avec ses équipes. Ses salariés sont des collègues, sans notion de hiérarchie. Il travaille au milieu d'eux, a ses enfants dans la même école et fait ses courses au même supermarché", explique Emmanuel Cohardy, patron d'une entreprise informatique située à Soissons, dans un article du "Figaro". "Pourquoi, dès lors, vouloir interposer un médiateur, entre moi et mon salarié, alors que le dialogue social existe et se passe bien ?".

93% des patrons sondés estiment que la qualité du dialogue social dans leur entreprise est déjà bonne.

2 Le rassemblement des instances de représentation des salariés

Ce que prévoit le texte : les chefs d'entreprises de 50 à 300 personnes pourront fusionner toutes les instances représentatives des employés. Délégués du personnel, comité d'entreprise, et le comité d'hygiène, de sécurité, et des conditions du travail (CHSCT) seront réunis dans une

unique du personnel (DUP).

Pourquoi ça fâche : les syndicats CGT et FO, comme les élus du Front de gauche, voient dans ce rassemblement un "recul notable". "Les conditions de travail, la prévention des risques professionnels sont malmenées. Le CHSCT voit ses capacités d'intervention sur ces sujets affaiblies. L'aspiration des salariés à mieux travailler est proprement ignorée", regrette la CGT.

3 La prime d'activité élargie

Ce que prévoit le texte : une prime d'activité remplacera l'actuelle prime pour l'emploi (PPE), et la partie "activité" du revenu de solidarité active (RSA). L'objectif : soutenir le pouvoir d'achat des plus modestes pour encourager l'activité.

Mise en place à partir du 1er janvier 2016, elle concernera aussi les jeunes actifs de 18 ans et plus. Elle sera versée aux employés qui touchent jusqu'à 1.400 euros par mois, et aux étudiants et apprentis qui touchent pendant trois mois minimum 0.78% du Smic, soit 900 euros.

Pourquoi ça fâche : c'est là que le bât blesse. 150.000 étudiants salariés et élèves apprentis pourront toucher cette prime, affirme "Le Parisien". Pas un de plus. Fin avril, 13 organisations et associations avaient demandé une généralisation de la prime à tous les 18-25 ans en formation.

"Les exclure de la prime d'activité ou leur en limiter l'accès à des conditions de ressources déconnectées de la réalité de la vie étudiante aujourd'hui (900 euros de revenus mensuels sont évoqués) nous semble discriminatoire", avaient-elles écrit dans une lettre ouverte à François Hollande. Selon ces associations, les inégalités seront accentuées.

4 L'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes allégée

Ce que prévoit le texte : "Le rapport annuel de situation comparée", obligatoire dans les sociétés de plus de 300 employés depuis 1983, sera supprimé. Il permettait de faire un bilan de la situation professionnelle des femmes et des hommes dans une entreprise. Ses éléments seront repris dans une base de données, et partagés avec les représentants du personnel.

Pourquoi ça fâche : les associations féministes considèrent la suppression du rapport comme un retour en arrière. Selon elles, la pénalité financière - qui va jusqu'à 1% de la masse salariale de l'entreprise - deviendra inapplicable, rappelle "L'Obs". Instaurée en 2012, cette pénalité vise les sociétés de plus de 50 salariés qui ne respectent pas leurs obligations en matière d'égalité salariales.

Quant à la base de données générale qui reprendrait les éléments de l'ex-rapport, elle rend invisible "les inégalités fondées sur le sexe", et prive "d'un outil indispensable", affirment des élus locaux, dont Cécile Dufлот, dans une tribune du Huffington Post, ce mardi.

5 La suppression du CV anonyme

Ce que prévoit le texte : remplacer le CV anonyme par 18 recommandations pour lutter contre les discriminations. Les victimes pourront recourir aux "class actions", et être ainsi représentées devant la justice par des associations. Egalement au programme : une liste d'indicateurs à inscrire dans le bilan social ou encore la transparence des procédures de recrutement, rappellent "Les Echos".

Pourquoi ça fâche : les associations anti-discriminations voient dans l'abandon pur et simple du CV anonyme une trahison vis-à-vis des promesses de François Hollande, même si la mesure n'a jamais été appliquée. Ainsi de La Maison des Potes, qui avait saisi le Conseil d'Etat en juillet 2014, et déposé un recours pour contester cette décision.

L'association rappelle la promesse numéro 25 de François Hollande : "Pour lutter contre les discriminations, nous généraliserons les CV anonymes, sans nom ni photo".

Les mesures de substitution sont quant à elles vivement contestées par les principaux syndicats du patronat. Medef, UPA et CGPME dénoncent une "approche très à charge pour l'entreprise" et jugent plusieurs de ces mesures "contraignantes,

La menace du 49-3

Pour faire voter ce projet de loi "fourre-tout", le ministre du Travail, François Rebsamen, a agité la menace d'un recours au 49-3, dans un entretien au "Monde". L'article 49-3 avait déjà été utilisé lors du vote de la loi Macron. Le gouvernement ne

peut donc pas y avoir recours une nouvelle fois lors d'une session ordinaire du Parlement.

En revanche, une session extraordinaire débutera à compter de juillet. L'usage du 49-3 sera de nouveau possible.

Juliette Pousson



A Suivre...
La Presse en Revue